

Février 2023

L'agroalimentaire canadien et la faim dans le monde

Améliorer le rôle du Canada dans un contexte
géopolitique en pleine transformation

Rapport *Ce que nous avons entendu*





CANADIAN GLOBAL AFFAIRS INSTITUTE
INSTITUT CANADIEN DES AFFAIRES MONDIALES

Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA)
960, avenue Carling
Immeuble 60
Ottawa (Ontario) K1A 0C6
www.capi-icpa.ca

Institut Canadien des affaires mondiales
Suite 1800
150 - 9th Avenue SW
Calgary, AB T2P 3H9
www.cgai.ca

Nous tenons à remercier sincèrement les commanditaires de la conférence, sans qui la conférence l'agroalimentaire canadien et la faim dans le monde ne serait pas possible : Canpotex, le Global Institute for Food Security (GIFS), les Producteurs de grains du Canada (PGC), la Canadian Canola Growers Association (CCGA), Corteva Agriscience, Financement agricole Canada (FAC) et Exportation et développement Canada (EDC).

Nous vous remercions de votre soutien au secteur agroalimentaire canadien. Nous tenons également à remercier les nombreux conférenciers exceptionnels qui ont participé à chaque groupe de discussion, apportant leurs points de vue et leurs opinions d'experts sur les conversations critiques qui ont eu lieu pendant la conférence.



Note de l'ICPA et du ICAM

Le monde change, et l'agriculture et l'alimentation sont en première ligne. Un système commercial international multilatéral sous pression, une demande croissante, des pressions sur la production et le changement climatique se conjuguent pour resserrer les approvisionnements, accroître l'insécurité alimentaire et remettre en question le commerce mondial. En tant que principal pays exportateur de produits alimentaires, la façon dont le Canada choisira de réagir définira sa place dans le monde. Le Canada a la possibilité de s'établir comme une superpuissance alimentaire, jouant un rôle majeur sur la voie de la sécurité alimentaire, de la paix et de la stabilité mondiales. Mais il faut une stratégie nationale plus ambitieuse et à long terme qui accorde la priorité à l'agroalimentaire.

À la lumière de cette opportunité croissante, l'Institut canadien des politiques agroalimentaires (ICPA), l'Association canadienne du commerce agroalimentaire (ACCA) et l'Institut canadien des affaires mondiales (ICAM) ont uni leurs forces pour organiser une conférence le 31 janvier 2023 à Ottawa. Cette conférence a réuni un vaste groupe d'intervenants des milieux du commerce, de la diplomatie, de l'industrie agroalimentaire, des politiques et du milieu universitaire pour entendre un groupe diversifié d'experts de premier plan parler des défis, des possibilités et des stratégies nécessaires pour tirer parti de cette nouvelle réalité pour l'agroalimentaire canadien. Voici les cinq principales conclusions que nous avons tirées de la conférence.

Points saillants

- Le monde a connu un changement de paradigme, passant d'une ère d'abondance alimentaire à une ère de pénurie. L'invasion de l'Ukraine n'a fait qu'aggraver la situation, contribuant à une plus grande incertitude, à une hausse des prix et à des pénuries alimentaires.
- L'insécurité alimentaire s'est aggravée et constitue une préoccupation pour tous les pays, le nombre de personnes souffrant de faim aiguë atteignant 348 millions en 2022. Les pays en développement d'Afrique et d'Asie, qui dépendent des importations, ont été particulièrement touchés, mais les grandes économies avancées sont également confrontées à des pressions.
- Le système commercial multilatéral de l'OMC est dysfonctionnel. Les règles commerciales, qui offraient autrefois stabilité et certitude, sont aujourd'hui moins fiables, car l'OMC s'efforce de faire face au changement climatique, à la sécurité alimentaire et au commerce dans un contexte de tensions protectionnistes et géopolitiques.
- La nouvelle stratégie indo-pacifique du Canada est un pas dans la bonne direction. Elle sert de modèle et se concentre sur une stratégie à long terme visant à étendre et à diversifier les échanges commerciaux et à promouvoir la paix, la résilience et la sécurité dans un marché en pleine croissance, tout en renforçant une approche solide et générale à l'égard de la Chine.
- Le Canada a besoin d'une vision et d'une stratégie à long terme. Bien que le Canada possède une grande partie de ce dont le monde a besoin, il devient de plus en plus difficile de le lui faire parvenir. L'infrastructure du Canada atteint sa capacité, notre système de réglementation doit devenir plus souple, nous prenons du retard en matière d'innovation et de compétitivité et les Canadiens sont de plus en plus complaisants.



Le monde est confronté à un nouveau paradigme

Le monde a connu un changement de paradigme, passant d'une ère d'abondance alimentaire, où les entreprises se démenaient pour trouver des marchés pour les produits de base, à une ère de pénurie. L'invasion de l'Ukraine n'a fait qu'empirer les choses, contribuant à une plus grande incertitude, à une hausse des prix et à des pénuries alimentaires.

Ted Bilyea, boursier distingué de l'ICPA, nous a rappelé qu'il ne sera pas plus facile à l'avenir de nourrir le monde. Les pressions exercées par la demande accrue d'aliments et de protéines, en particulier de la part des anciennes grandes régions productrices de denrées alimentaires plus riches, comme l'Asie du Sud-Est et l'Indonésie, mettront de plus en plus le système à rude épreuve. Une fois que l'augmentation des revenus de la classe moyenne dans les pays en développement aura stimulé la demande de protéines, les terres seront soumises à une pression accrue pour produire davantage de bétail, avec les impacts environnementaux qui en découlent.

Dans le même temps, nous sommes confrontés à des vents contraires majeurs liés au changement climatique, à la perte de biodiversité et aux maladies. En outre, la production alimentaire est relativement concentrée, seuls six pays environ produisant 72 % à 95 % de la nourriture dans le monde et exportant leurs excédents. L'armement de la nourriture est un risque croissant, surtout dans un monde où le protectionnisme et la géopolitique ont pris le pas sur le système commercial multilatéral fondé sur des règles.

L'insécurité alimentaire mondiale s'est aggravée, ce qui a des répercussions sur la sécurité

La guerre en Ukraine, l'inflation des prix des produits de base, la hausse des coûts de l'énergie, des engrais et des intrants, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la pandémie ont entraîné une augmentation du nombre de personnes souffrant de faim aiguë, qui atteindra 348 millions en 2022. Les pays en développement d'Afrique et d'Asie, qui dépendent des importations, ont été particulièrement touchés en raison du coût plus élevé des denrées alimentaires et des intrants agricoles pour ces pays à faible revenu. L'alimentation des populations du monde entier suscite de réelles inquiétudes, avec une insécurité alimentaire croissante au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie, aggravée par l'invasion de l'Ukraine. Ils continuent d'être également touchés par la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales et l'insécurité géopolitique, a déclaré **Richard Fadden**, ancien conseiller à la sécurité nationale du Premier ministre.

Les principales économies avancées sont également soumises à des pressions. Son Excellence **Yamanouchi Kanji**, ambassadeur du Japon au Canada, a souligné que la sécurité alimentaire est le sujet de tous aujourd'hui. Le Japon a un taux d'autosuffisance alimentaire de seulement 38 % et dépend fortement des importations de nourriture, bien qu'il soit la troisième plus grande économie mondiale. En comparaison, le Canada, dont la superficie est 27 fois supérieure à celle du Japon, a un taux d'autosuffisance alimentaire de 250 %. Le Canada a donc un rôle important à jouer dans la sécurité alimentaire mondiale.

Il est bien connu qu'il existe un lien entre l'insécurité alimentaire et les bouleversements politiques, d'où l'importance de la sécurité alimentaire et de la sécurité nationale pour la sécurité économique. **Richard Fadden** a déclaré que la perturbation de l'accès à la nourriture et à l'eau en tant que produits de première nécessité entraîne souvent des problèmes de sécurité nationale et que personne n'a de plan d'urgence pour cela. Son Excellence **Michel Miraillet**, ambassadeur de France au Canada, a souligné les disparités croissantes en Afrique où l'insécurité alimentaire est de plus en plus répandue alors que beaucoup de ces pays souffrent également de soulèvements politiques. Pour le Canada, l'Afrique n'a pas été une cible de la diplomatie mais elle deviendra de plus en plus importante au cours de la prochaine décennie. Et bien que le Canada contribue financièrement au PAM, il pourrait faire beaucoup plus pour aider en partageant ses connaissances et en s'associant à la recherche sur des cultures et des pratiques spécifiques.

Son Excellence **Ahmed Abdallah Hafez**, ambassadeur d'Égypte au Canada, connaît parfaitement l'importance de la sécurité alimentaire pour la paix et la stabilité. Il a décrit comment l'Égypte a fait des progrès considérables au cours de la dernière décennie pour assurer sa sécurité alimentaire en investissant dans le stockage des céréales et les silos, en augmentant les terres pour la production de blé et en diversifiant les importations pour éviter un autre Printemps arabe (2011). L'Égypte a néanmoins encore été fortement touchée par la guerre entre l'Ukraine et la Russie, car 70 à 80 % de ses importations de blé proviennent de cette région.





Sébastien Abis, directeur général du groupe de réflexion Club Demeter et chercheur à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) en France, a affirmé que "lorsque les gens ont faim, ils se révoltent". Le transport du blé de l'endroit où il est produit à l'endroit où il est nécessaire a toujours été très important pour la croissance économique. Cependant, cela signifie également que les pays ont été tentés de militariser le commerce du blé. Il est donc dans l'intérêt du Canada, des États-Unis, de l'UE et de l'Australie de veiller à ce que les excédents de blé puissent être acheminés là où ils sont nécessaires. Après tout, la sécurité alimentaire mondiale est un objectif collectif. De cette façon, le Canada peut jouer un rôle dans la promotion de la paix et de la stabilité pour la sécurité alimentaire mondiale.

En tant que cinquième donateur du Programme alimentaire mondial (PAM), le Canada a contribué à la sécurité alimentaire mondiale, selon **Elly Vandenberg**, directrice du Bureau mondial du Canada du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM). Mais nous pouvons et devons faire davantage pour maintenir le cap, accroître l'aide humanitaire, investir dans le développement économique, en particulier dans les pays en développement, et promouvoir les politiques gouvernementales qui favorisent l'équité et le développement (par exemple, l'éducation des filles) par des moyens diplomatiques. Il est également important d'encourager le secteur privé à s'investir et à stimuler l'innovation et le transfert de technologie, en particulier dans le domaine des cultures, ce que le Canada a bien fait dans le passé.

Richard Fadden a fait valoir que le Canada ne réfléchit pas assez à la manière dont il peut contribuer à la sécurité alimentaire mondiale, alors que nous avons un impératif moral de le faire. Reprenant les propos de Mme Vandenberg, il a affirmé que le Canada doit dépenser davantage pour l'aide humanitaire comme le PAM, promouvoir le commerce et le développement économique pour encourager le déplacement des denrées alimentaires sur la planète, et coopérer davantage avec divers pays par la diplomatie. Enfin, le Canada doit élaborer des stratégies plus prospectives qui contribuent au développement économique des pays en développement de différentes manières pour assurer la sécurité alimentaire future.

Le système commercial multilatéral fondé sur des règles n'est plus fiable

Le système commercial multilatéral régi par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont les règles apportaient autrefois stabilité et certitude, est devenu moins fiable et a rendu le commerce beaucoup moins certain et prévisible. L'OMC s'efforce d'aborder les disciplines commerciales compte tenu de l'impact du changement climatique et de l'insécurité alimentaire sur le commerce en cette nouvelle ère de protectionnisme et de tensions géopolitiques. **Nadia Theodore**, ambassadrice du Canada auprès de l'OMC, a expliqué que les règles régissant le commerce agricole ont peu évolué depuis une génération, alors qu'un changement transformationnel s'impose de toute urgence pour le commerce des produits agricoles et alimentaires en particulier. Cela est dû à trois problèmes cruciaux : la sécurité alimentaire, le changement climatique et la concurrence entre les grandes puissances géopolitiques (Chine et États-Unis). La manière d'aborder la sécurité alimentaire et le changement climatique par le biais des règles commerciales n'a pas encore été définie. Le Groupe d'Ottawa travaille dans ce domaine, mais il reste des points de tension qui nous empêchent de parvenir à un accord sur le commerce et l'agriculture. L'invasion russe a été un choc pour un système alimentaire déjà mis à rude épreuve. Cependant, cela a conduit à quelques actions concrètes à Genève, mais il faut en faire plus.

Steve Verheul, l'un des principaux négociateurs commerciaux du Canada, a affirmé que l'OMC est devenue dysfonctionnelle. En effet, le commerce est guidé par des thèmes autres que la libéralisation, et le protectionnisme et la géopolitique jouent un rôle majeur alors que nous nous éloignons de la confiance dans les forces du marché. On parle davantage de stratégies industrielles et de différentes manières de gérer l'économie mondiale, comme le "friendshoring" ou le "near-shoring". Cela change la dynamique. Les États-Unis ont compris que si l'on peut s'attaquer au changement climatique, on peut s'attaquer à la question de la "Chine". De plus en plus, l'accès au marché

est lié à la performance environnementale - si un pays a une bonne performance, il peut avoir accès, sinon, il ne peut pas. Il est clair que nous devons reconstruire les règles, non seulement en matière de libéralisation des échanges, de subventions et d'accès au marché, mais aussi en matière d'environnement et de sécurité alimentaire. Mais comment faire en sorte qu'il y ait des incitations en place pour encourager cela ? Et comment accepter qu'il puisse y avoir des distorsions commerciales ? Ce sera une tâche difficile qui nécessitera du temps, des efforts et de la collaboration.

Goldy Hyder, président et chef de la direction du Conseil canadien des affaires, a souligné l'importance croissante de la collaboration et des blocs commerciaux dans cette nouvelle ère. Étant donné que l'union fait la force, des blocs commerciaux tels que le Regional Comprehensive Economic Partnership (RCEP) sont formés entre des pays qui n'ont même pas d'idéologies similaires (par exemple, la Chine communiste et l'Australie démocratique). D'autre part, l'Amérique du Nord a toujours été tournée vers l'intérieur. Nous avons besoin de beaucoup plus d'intégration avec nos partenaires commerciaux, pour faciliter la mobilité, l'harmonisation et la facilité d'accès, et pour tirer parti de nos atouts. **H.E. L'ambassadeur Kanji** a fait valoir qu'il n'y a pas de contradiction entre la formation de blocs commerciaux et la libéralisation des échanges puisqu'ils contribuent à rendre le commerce plus clair et plus transparent.



La stratégie indo-pacifique du Canada est un pas dans la bonne direction

La stratégie indo-pacifique récemment annoncée par le Canada est prometteuse dans la mesure où elle propose une nouvelle approche pour développer et diversifier le commerce dans cette région, tout en favorisant la paix, la résilience et la sécurité, y compris avec la Chine. **Trevor Sears**, président et chef de la direction de Canada Porc, a fait valoir que le Canada exporte 70 % de ses porcs et que la moitié est déjà destinée à la région indo-pacifique, de sorte qu'il se réjouit de l'existence d'une stratégie. **M. Sears** espère qu'il y aura un accès ininterrompu à ce marché et que davantage d'accords de libre-échange seront négociés en conséquence. Le bureau régional qui sera mis en place dans cette région sera important pour l'établissement de relations, car les relations établies permettent de résoudre facilement et rapidement les irritants commerciaux mineurs, avant qu'ils n'affectent le commerce. Le bureau devrait être bien doté en personnel et financé par des experts techniques, comme les spécialistes de la viande rouge de l'ACIA, qui peuvent aider à résoudre les problèmes de manière proactive avec leurs pairs. **Kevin Auch**, président de Pulse Canada, a fait valoir qu'il est plus difficile de concurrencer les légumineuses sur ce marché, car l'Inde en est un grand producteur. Le Canada n'est pas un producteur à faible coût, mais les agriculteurs cultivent d'autres produits que les légumineuses et, avec une approche d'équipe lors des missions commerciales, tous peuvent en bénéficier.

Interrogé sur les risques qu'il prévoit pour le commerce dans la région indo-pacifique, **Kevin Auch** a affirmé que le protectionnisme est l'un des principaux risques, car il a vu des barrières non tarifaires (BNT) être utilisées pour empêcher les légumineuses canadiennes d'entrer sur le marché indien. La meilleure façon d'y faire face est de communiquer et de mieux faire connaître les produits canadiens. Un autre risque pour les exportateurs est le risque de défaut de paiement. **Trevor Sears** a soutenu qu'un autre risque majeur provient de la géopolitique, comme l'armement du commerce, que l'industrie du porc a connu en 2018-19, avec les BNT introduites par la Chine. Néanmoins, **Sears** a fait valoir que la Chine est un marché qui ne peut pas être remplacé parce qu'ils achètent des parties d'animaux que personne d'autre ne fait. L'industrie animale est une activité de "désassemblage", le marché chinois est donc essentiel. **Jean Marc Ruest**, premier vice-président, Affaires générales et avocat-conseil chez Richardson International, a suggéré que, compte tenu de la nouvelle position du gouvernement à l'égard de la Chine, la meilleure chose à faire est de maintenir la communication au niveau gouvernemental, car il peut encore y avoir des discussions sur l'accès au marché. Néanmoins, comme l'a fait valoir Son Excellence **Ralph Goodale**, haut-commissaire du Canada au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et **Ted Bilyea**, boursier distingué de l'ICPA, la Chine a toujours besoin de relations avec des pays comme le Canada qui lui rappelleront que sa propre approche de la sécurité alimentaire est inapplicable et vouée à l'échec. Il est dans l'intérêt de la Chine de soutenir le système commercial fondé sur des règles. Elle ne devrait pas le miner. Le Canada devra continuer à leur expliquer ce point encore et encore.

Les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement et les limites de capacité du port de Vancouver sont d'autres risques qui ont une incidence sur le commerce dans cette région. Les faiblesses de notre capacité d'infrastructure dues au manque d'investissements en raison de l'incertitude politique augmentent les coûts de production et nuisent à la compétitivité du Canada et à sa capacité future de commercialiser davantage de produits agroalimentaires dans le monde, où ils seront nécessaires. **Dominic Barton**, président du conseil d'administration de Rio Tinto et ancien ambassadeur du Canada en Chine, a fait valoir que le Canada doit faire davantage pour valoriser les produits canadiens. Il a donné des exemples en Chine où les produits canadiens étaient commercialisés à un prix élevé, même si les hommes d'affaires chinois affirmaient que "le Canada ne pouvait pas se faire connaître en sortant d'un sac en papier". Il est essentiel de faire passer le message aux consommateurs sur les points forts du Canada, tels que son système réglementaire solide, ses aliments sûrs et de haute qualité et sa faible intensité de carbone.



Le Canada a besoin d'une vision à long terme et d'une stratégie

Plusieurs intervenants ont identifié ce que le Canada doit faire pour devenir une superpuissance alimentaire mondiale, fournissant au monde des produits agroalimentaires de haute qualité, sûrs et durables. Un thème commun était que le Canada a besoin d'une vision à long terme et d'une stratégie nationale ambitieuse élaborée par les gouvernements et l'industrie, qui stimulera la capacité de production et d'infrastructure du Canada, tirera parti de la science et de l'innovation, commercialisera des produits agroalimentaires de haute qualité et accordera la priorité au commerce agroalimentaire pour assurer un leadership à long terme en matière de sécurité alimentaire mondiale. Les éléments de la stratégie sont axés sur:

- **Le renforcement des capacités** : Pour avoir du poids et de la pertinence dans le monde, le Canada doit produire ce que le monde veut, sans jamais tenir pour acquis notre infrastructure et notre capacité de production, mais en y investissant.
- **Stimuler l'innovation** : Le Canada doit rester en avance sur les autres pays, en investissant dans la recherche, l'innovation et la durabilité, mais aussi en partageant les nouvelles connaissances et technologies en collaborant avec les pays en développement qui peuvent en bénéficier.
- **Protéger notre eau** : Nous devons faire mieux en matière de gestion de l'eau et d'irrigation en investissant dans les infrastructures afin de résoudre les problèmes d'approvisionnement à long terme et de renforcer la capacité de production future.
- **Améliorer l'image de marque** : Nous avons besoin de l'image de marque du Canada pour nos produits agricoles et alimentaires, associée à des services avant et après vente opportuns, pour montrer que nous sommes un fournisseur attentif et fiable de produits agroalimentaires de haute qualité, en particulier lorsque nous diversifions le commerce vers de nouveaux marchés.
- **Renforcer les efforts de promotion commerciale et d'accès aux marchés** : Nous devons continuer à développer des relations dans les marchés existants et émergents pour aider à promouvoir le commerce, à régler les problèmes d'accès aux marchés et à résoudre les irritants commerciaux avant qu'ils n'affectent le commerce.

- **Encourager la participation de la base aux missions commerciales** : En amenant les agriculteurs et ceux qui votent à la table, car ils comprennent les besoins alimentaires dans notre pays et peuvent mobiliser le soutien politique par la suite.
- **Continuer à travailler avec la Chine** : Nous devons être patients et maintenir le cap sur le long terme, en faisant preuve de lucidité et en utilisant la diplomatie en raison du rôle important de la Chine dans le commerce mondial, la sécurité alimentaire et la paix et la stabilité dans le monde.
- **Rester agile et proactif avec nos alliés et partenaires** : En tant que membre de l'OTAN, de l'OMC, du PAM et du G7, nous devons être plus visibles et plus stratégiques dans ces enceintes. Nous devons continuer à soutenir le PAM et faire preuve de leadership dans les négociations commerciales et la diplomatie, compte tenu de nos atouts passés en tant que négociateur commercial.
- **Collaborer avec de nouveaux acteurs et des parties prenantes non traditionnelles** : Nous devons apprendre à travailler avec de nouvelles parties prenantes avec lesquelles nous n'avons peut-être jamais travaillé auparavant, étant donné l'accent mis, dans un monde de pénurie et de tensions géopolitiques, sur les nouveaux enjeux que sont la sécurité alimentaire et le changement climatique. Le Canada doit également envisager de développer des relations avec les marchés africains et asiatiques, où les besoins sont importants. Envisager le long terme, jusqu'en 2050, dans l'élaboration de la vision et de la stratégie et se concentrer sur les résultats plutôt que sur des politiques prescriptives.

